

DIR TRANQ PUB/AR-2023-296
ARRETE DU MAIRE

Objet : Arrêté d'occupation du domaine public - 149 avenue des Bouleaux

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-3 et R.417-10 ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu la demande de l'entreprise KYNTUS représenté par Monsieur DRAME Chérif, 23 Avenue Louis Bréguet, 78140 VELIZY VILLACOUBLAY, en date du 11 septembre 2023;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières pour faciliter les travaux d'installation de câble pour la fibre;

Considérant que le pétitionnaire a besoin d'occuper trois places de stationnement au 149 avenue des Bouleaux à Trappes;

ARRETE

Article 1 : Trois places de stationnement au droit du 149 avenue des Bouleaux sont neutralisées et déclarées gênantes **le vendredi 29 septembre 2023 de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : Un dispositif de protection et de signalisation sera mis en place par le Centre Technique Municipal par 4 barrières de police avec possibilité d'affichage et signalétique « stationnement gênant ». Le pétitionnaire devra afficher le présent arrêté sur les véhicules et sur les barrières prévues 48 heures à l'avance.

Article 3 : Sauf ceux du demandeur, les véhicules en infraction au présent arrêté pourront faire l'objet d'une mise en fourrière par les services de Police.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois; à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 5 : Les ampliations du présent arrêté seront effectuées auprès de :
Monsieur Gérard GIRARDON, Adjoint au Maire en charge de la tranquillité public,
Madame la Commissaire, Cheffe de la circonscription d'Agglomération d'Élancourt,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
L'entreprise KYNTUS,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

20 SEP. 2023

Fait à Trappes,

Ali RABEH

Maire de Trappes



Trappes, la Ville écologiste et solidaire !